



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CHER

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°18-2015-10-002

PUBLIÉ LE 9 OCTOBRE 2015

Sommaire

DDSP 18

18-2015-10-01-006 - Délégation de signature DDSP18 (2 pages) Page 3

DDT 18

18-2015-10-01-005 - Subdélégation de signature à certains agents de la DDT du Cher (18 pages) Page 6

DIRECCTE - UT18

18-2015-10-02-006 - Décision relative à l'organisation de l'inspection du travail dans le CHER signée (4 pages) Page 25

EHPAD Les Résidences de Bellevue

18-2015-10-05-001 - AVIS DE CONCOURS SUR TITRE CADRE DE SANTE PAR
DECRET N2012-1466 DU 26 DECEMBRE 2012 PORTANT STATUT PARTICULIER DU
CORPS DES CADRES DE SANTE PARAMEDICAUX DE LA FPH (1 page) Page 30

DDSP 18

18-2015-10-01-006

Délégation de signature DDSP18



Liberté - Egalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA SECURITE PUBLIQUE DU CHER

DECISION

donnant subdélégation de la signature de Madame le Préfet du Cher

Vu l'arrêté n° 2013.1.015 du 14 janvier 2013 accordant délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire à Madame Brigitte SIFFERT, Commissaire Divisionnaire, directrice départementale de la sécurité publique du Cher

La directrice départementale de la sécurité publique du Cher

DECIDE

Article 1^{er} : La délégation de signature qui lui est conférée sera exercée, en cas d'absence ou d'empêchement, par Monsieur Edouard MALIS, Commissaire de police, directeur départemental adjoint de la sécurité publique à Bourges, par Monsieur Ludovic VOISINE, commandant de police, chef d'Etat-Major et par Mademoiselle Manuella NEE, Attachée d'administration de l'Etat, Chef du Service de Gestion Opérationnelle à Bourges à l'effet de signer :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame SIFFERT, Monsieur Edouard MALIS aura délégation de signature pour :

- tous les actes relatifs aux expressions de besoins saisies et validées par la direction départementale de la sécurité publique imputées sur le programme 0176 02 du Ministère de l'Intérieur, les actes relatifs à l'engagement juridique de ses dépenses (à l'exception des marchés), ainsi que les attestations de service fait sur les factures,

- tous les états de liquidation de dépenses et toutes pièces justificatives dans la limite de 45 000 € par commande relative au fonctionnement de la direction départementale de la sécurité publique,

- les ordres à payer au comptable,

- les ordres de réparation des véhicules préalables à l'engagement des dépenses d'entretien et d'accident après qu'ils aient été visés par le chef de l'Unité de Sécurité Publique,

- les conventions concernant le remboursement des dépenses supportées par les forces de police pour les mises à disposition d'agents lors :

- des services d'ordre,

- des prestations de relations publiques,

- des escortes de transports exceptionnels,

- des mises à disposition de véhicules, de matériels ou d'équipements,

- des remorquages de véhicules immobilisés ou accidentés,

- les conventions de mise à disposition du stand de tir de la direction départementale avec les utilisateurs extérieurs et leurs éventuels avenants ainsi que tous courriers y afférant destinés à en percevoir les recettes,
- les décisions et correspondances relatives à la prescription quadriennale.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame SIFFERT, Monsieur Ludovic VOISINE et Mademoiselle Manuella NEE auront délégation de signature pour :

- tous les actes relatifs aux expressions de besoins saisies et validées par la direction départementale de la sécurité publique imputées sur le programme 0176 02 du Ministère de l'Intérieur, les actes relatifs à l'engagement juridique de ses dépenses (à l'exception des marchés), ainsi que les attestations de service fait sur les factures,
- tous les états de liquidation de dépenses et toutes pièces justificatives dans la limite de 10 000 € par commande relative au fonctionnement de la direction départementale de la sécurité publique,
 - les ordres à payer au comptable,
 - les ordres de réparation des véhicules préalables à l'engagement des dépenses d'entretien et d'accident après qu'ils aient été visés par le chef de l'Unité de Sécurité Publique,
 - les conventions concernant le remboursement des dépenses supportées par les forces de police pour les mises à disposition d'agents lors :
 - des services d'ordre,
 - des prestations de relations publiques,
 - des escortes de transports exceptionnels,
 - des mises à disposition de véhicules, de matériels ou d'équipements,
 - des remorquages de véhicules immobilisés ou accidentés,
 - des conventions de mise à disposition du stand de tir de la direction départementale avec les utilisateurs extérieurs et leurs éventuels avenants ainsi que tous courriers y afférant destinés à en percevoir les recettes,
 - des décisions et correspondances relatives à la prescription quadriennale.

Article 2 : Madame Brigitte SIFFERT, directrice départementale de la sécurité publique du Cher donne en outre délégation de signature à Monsieur Laurent MECHIN, gardien de la paix, responsable de la logistique, pour l'acquisition de matériels et fournitures au moyen de la carte achat dans la limite de 500 € par achat.

Article 3 : Madame Brigitte SIFFERT, directrice départementale de la sécurité publique du Cher donne par ailleurs délégation de signature à Monsieur Christophe GODET, commandant de police fonctionnel, chef de la circonscription de sécurité publique de Vierzon à l'usage exclusif de signer les frais de mission des fonctionnaires de police placés sous son autorité directe.

Article 4 : Le directeur départemental adjoint de la sécurité publique du Cher, le commandant chef d'Etat-Major et l'attachée d'administration de l'intérieur cités dans cette décision sont chargés, en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui abroge toutes dispositions antérieures et qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Cher.

Bourges, le 1^{er} octobre 2015

La commissaire divisionnaire
Directrice départementale
de la sécurité publique du Cher

Brigitte SIFFERT

Pris connaissance le 09/10/2015
- NEE Manuella Attachée
- Adh Ludovic VOISINE
- GP MECHIN
- Commune Etienne NALIS

DDT 18

18-2015-10-01-005

Subdélégation de signature à certains agents de la DDT du
Cher

Subdélégation de signature de portée générale à certains agents de la DDT du Cher



**Direction départementale
des Territoires**

**ARRÊTÉ N° 2015 - 64
accordant subdélégation de signature à certains agents de
la Direction Départementale des Territoires du Cher**

**La Préfète du Cher
Chevalier de la Légion d'Honneur,**

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements, et notamment les articles 43 et 44,

Vu le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 modifié relatif aux directions départementales interministérielles

Vu l'arrêté du Premier ministre du 20 décembre 2012 nommant M. Benoît DUFUMIER, Directeur Départemental des Territoires du Cher, à compter du 1^{er} février 2013,

Vu l'arrêté n°2015-1-0871 du 24 août 2015 portant organisation de la direction départementale des territoires du Cher

Vu l'arrêté préfectoral n° 2015-1-0611 du 23 juin 2015 accordant délégation de signature à M. Benoît DUFUMIER,

Vu l'ensemble des textes et codes régissant les matières dans lesquelles est appelée à s'exercer la délégation de signature,

Sur proposition de M. le directeur départemental des territoires,

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : Subdélégation est donnée à Mme Christine GUERIN, directrice départementale adjointe, directrice du réseau territorial, à l'effet de signer les actes pour lesquels délégation a été conférée par l'arrêté préfectoral n° 2015-1-0611 du 23 juin 2015 susvisé.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Christine GUERIN, subdélégation est donnée à Mme Dominique JOUANNE, secrétaire générale, à l'effet de signer les actes pour lesquels délégation a été conférée par l'arrêté préfectoral n° 2015-1-0611 du 23 juin 2015 susvisé.

ARTICLE 2 : Subdélégation de signature est donnée, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux chefs de service, à leurs adjoints, aux chefs de division territoriale et aux chefs de bureau dont les noms suivent, en ce qui concerne les domaines suivants :

I - ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Subdélégation de signature est donnée à :

Mme Dominique JOUANNE, Secrétaire générale, pour les matières I.A.1 à I.A.6, I.A.8, I.A.28 et I.A.29.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Dominique JOUANNE, délégation est donnée à M. Nicolas LOUBET, secrétaire général adjoint, pour les matières I.A.1 à I.A.6, I.A.8, I.A.28 et I.A. 29.

M. Vincent CLIGNIEZ, Mme Thérèse DAZIN, M. Luc FLEUREAU, M. Yann GOALABRE, et Mme Joëlle WENDLING pour les matières IA 1, 5, 6 et 8

Mmes Béatrice SAISON, Marie-José GONÇALVÈS et Corinnne MALAVIELLE, pour la matière I.A.8

A / Gestion du Personnel

Tout personnel

I.A.1 Octroi des congés annuels, des congés de maternité, de paternité, d'adoption et du congé bonifié

I.A.2 Octroi et renouvellement des congés de maladies, des congés de longue maladie et des congés de longue durée

I.A.3 Autorisation d'exercer ses fonctions à temps partiels *

I.A.4 Retour dans l'exercice de ses fonctions à temps plein *

I.A.5 Utilisation des congés accumulés sur un compte épargne-temps

I.A.6 Octroi des autorisations d'absence

I.A.7 Exercice d'une activité accessoire dans le cadre d'un cumul d'activité

I.A.8 Autorisations de déplacement (ordres de mission)

I.A.9 Les sanctions disciplinaires du premier groupe, délégation limitée à l'avertissement

* Les décisions prises sur le fondement des alinéas I.A.3 et I.A.4 sont soumises pour avis au directeur régional du ministère concerné.

Personnel MEDDE-METL

I.A.10 Gestion des ouvriers des parcs et ateliers

I.A.11 Gestion des agents de catégorie C techniques et administratifs

I.A.12 Octroi des autorisations spéciales d'absence prévues aux articles 12 et suivants du décret n° 82-447 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique

I.A.13 Octroi des autorisations spéciales d'absence prévues au chapitre III alinéa 1.1, 1.2, 2.1 et 2.3 de l'instruction n° 7 modifiée du 23 mars 1950, prise pour l'application du statut de la fonction publique, d'une part, pour la participation aux travaux des assemblées électives et organismes professionnels, et d'autre part, pour les événements de famille en cas de cohabitation avec une personne atteinte de maladie contagieuse

I.A.14 Octroi aux fonctionnaires de congé pour naissance d'un enfant

I.A.15 Octroi des congés de formation professionnelle, congé de formation syndicale, à l'exception des congés de longue durée pour maladie contractée dans l'exercice des fonctions

I.A.16 Octroi des congés pour l'accomplissement d'une période d'instruction militaire prévue à l'article 53 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée par la loi n° 2007-294 du 5 mars 2007.

I.A.17 Octroi aux fonctionnaires du congé parental en application de l'article 54 de la loi du 11 janvier 1984 modifiée

I.A.18 Recrutement de vacataires dans la limite des crédits notifiés

I.A.19 Octroi de la disponibilité aux fonctionnaires en application de l'article 51 de la loi du 11 janvier 1984

I.A.20 Décisions de réintégration des fonctionnaires, stagiaires et agents non titulaires, au terme :

- 1) d'un congé de longue durée ou de grave maladie
- 2) d'un mi-temps thérapeutique après congé de longue maladie ou longue durée

I.A.21 Affectation à un poste de travail des fonctionnaires et agents titulaires énumérés ci-après lorsque cette mesure n'entraîne ni changement de résidence, ni modification dans la situation de ceux occupant un emploi fonctionnel :

- 1) tous les fonctionnaires de catégorie B, C
- 2) les fonctionnaires de catégorie A : attachés administratifs ou assimilés et ingénieurs des travaux publics de l'État à l'exclusion des chefs de division

I.A.22 Liquidation des droits des victimes d'accidents du travail

I.A.23 Détermination des postes éligibles à la nouvelle bonification indiciaire et du nombre de points attribués à chacun de ces postes

I.A.24 Le changement d'affectation des fonctionnaires B et C n'entraînant ni changement de résidence, ni modification de la situation des intéressés.

I.A.25 Le recrutement du personnel contractuel, temporaire ou vacataire dans la limite des crédits qui sont délégués à cet effet.

I.A.26 L'octroi au personnel non titulaire des congés administratifs et de maladie.

I.A.27 Accidents de travail : arrêtés reconnaissant l'imputabilité au service de l'accident constaté.

Personnel Ministère de l'Intérieur

I.A.28 Octroi aux fonctionnaires des catégories A, B et C des congés attribués à l'exception des congés de longue maladie, longue durée, mi-temps thérapeutique, congés imputables au service ou provenant d'une cause exceptionnelle, congés de formation professionnelle.

I.A.29 Octroi aux fonctionnaires des catégories A, B et C des congés dans le cadre de la mise en œuvre de l'ARTT.

B / Patrimoine :

I.B.1 Concession de logement

I.B.2 Protocole de sécurité applicable aux opérations de chargement et de déchargement effectuées par une entreprise extérieure

I.B.3 Déclaration préalable pour un bâtiment géré par la DDT

I.B.4 Demande de permis de construire pour un bâtiment géré par la DDT

I.B.5 Demande de permis d'aménager pour un bâtiment géré par la DDT

I.B.6 Demande de permis de démolir pour un bâtiment géré par la DDT

C / Responsabilité civile

I.C.1 Règlements amiables des dommages matériels causés par l'État à des particuliers, dans la limite du seuil fixé par circulaire ministérielle

D / État tiers-payeur

I.D.1 Recouvrement amiable des débours de l'État lorsqu'un de ses agents est victime en service ou hors service d'un accident corporel de la circulation

E / Infractions en matière d'urbanisme

I.E.1 Exercice des attributions définies aux articles L 480-2 al.1 et 4, L 480-5 du code de l'urbanisme

II - ROUTES ET CIRCULATION ROUTIÈRE

Subdélégation de signature est donnée à :

Mme Dominique JOUANNE, chef de la mission éducation et sécurité routière et en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, à M. Gérald RACLIN, Adjoint au responsable du Bureau Sécurité Routière pour les matières II A 1,2,3,4,5,6 ; II B1 et 2

Mme Marie-José GONÇALVÈS, responsable de la Division Nord et Mme Corinne MALAVIELLE, responsable de la Division Sud, pour les matières II A1, A2, A3

A / Exploitation de la route et police de la circulation

II.A.1. Réglementation permanente de police de la circulation sur les routes départementales classées à grande circulation

II.A.2. Réglementation permanente de la police de la circulation sur les routes départementales classées à

grande circulation à l'occasion de chantier, manifestation ou événements imprévisibles.

II.A.3. Réglementation de la circulation sur les ponts des routes départementales classées à grande circulation

II.A.4. Utilisation de pneumatiques à crampons pour les véhicules de plus de 3,5 T (véhicules d'intervention, de secours assurant des transports de première nécessité)

Utilisation de pneumatiques à crampons en dehors de la période fixée par arrêté ministériel.

II.A.5. Transports exceptionnels : avis et autorisations individuelles de circulation

II.A.6. Autorisation de circulation des véhicules de transport de marchandises de PTAC supérieur à 7,5 T pendant les périodes d'interdiction

II.A.7. Réglementation de la circulation sur le réseau autoroutier concédé

B / Réglementation des transports :

II.B.1. Arrêtés de circulation des petits trains routiers

II.B.2 Délivrance des récépissés de déclaration de transport par route de déchets

III - COURS D'EAU

Subdélégation de signature est donnée à M. Luc FLEUREAU, chef du Service Environnement Risques pour le titre III

A / Gestion et conservation du domaine public fluvial

III.A.1 Actes d'administration du domaine public

III.A.2 Autorisation d'occupation temporaire

III.A.3 Autorisation de prise d'eau et d'établissements temporaires

III.A.4 Délimitation du domaine public fluvial

III.A.5 Autorisation ou refus d'extraction de matériaux dans le lit des cours d'eau du domaine public fluvial

III.A.6 Décisions relatives à tous travaux en zones submersibles

B / Cours d'eau non-domaniaux

III.B.1 Décisions relatives à tous travaux en zones submersibles

IV - CONSTRUCTION

Subdélégation de signature est donnée à :

M. Vincent CLIGNIEZ, chef du Service Habitat Bâtiment Construction et à M. Antoine MARCHAND, adjoint au chef du service habitat bâtiment construction pour les matières IV A 1, IV B1 à 5 – IV C1 – IV D1

M. Patrick CHAMBRIER, responsable du Bureau Amélioration des Logements Privés et Habitat Indigne pour les matières IV B1 et 3

A / Prêt accession à la propriété (PAP)

IV.A.1 Autorisation de location d'un logement financé par un PAP et ne pouvant pas être occupé pour des raisons familiales ou professionnelles

B / Logement Social

IV.B.1 Convention entre l'État et les bailleurs de logements sociaux, publics et privés

IV.B.2 Décision de subvention pour acquisition foncière et remboursement

IV.B.3 Fiche de fin d'opération pour l'acquisition, l'amélioration et la construction de logements locatifs aidés

IV.B.4 Décisions de dérogations pour début de travaux antérieur à la décision d'octroi de subvention, pour les opérations d'amélioration des logements locatifs sociaux prévues dans le cadre de la programmation annuelle

IV.B.5 Décisions de vente et de changement d'usage de logements HLM

C / Politique de la Ville

IV.C.1 Notification des arrêtés préfectoraux attributifs de subventions

D / Changement d'affectation

IV D 1 – Autorisation de changement d'affectation

V - URBANISME-PLANIFICATION

Subdélégation de signature est donnée à :

M. Vincent CLIGNIEZ, Chef du Service Habitat Bâtiment Construction et à M. Antoine MARCHAND, adjoint au Chef du Service Habitat Bâtiment Construction pour les matières VA 1 à 9 – VC 1 – VD1

M. Yann GOALABRE, chef du Service Connaissance, Aménagement et Planification et Mme Sylvie MARQUET, adjointe au chef du service Connaissance Aménagement Planification pour les matières VB1

Mme Marie-José GONÇALVÈS, responsable de la division Nord et Mme Corinne MALAVIELLE, responsable de la Division Sud, pour les matières VA 1 à 9 sauf VA 6

Mme Christine BOTELLA, responsable du Bureau Animation Droit des Sols et Fiscalité pour les matières VA 1 à 7 – VD 1

Mme Katia MOROT, adjointe au responsable du Bureau Animation Droit des Sols et Fiscalité pour les matières du titre V A1 à 5 et A7

A / Droit des Sols

Déclarations Préalables, permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir.

VA 1 – Lettre indiquant au pétitionnaire la modification du délai d'instruction (articles R 423.17 à R 423.33 du code de l'urbanisme).

VA 2 – Lettre indiquant au pétitionnaire la liste des pièces manquantes (article R 423.38 du code de l'urbanisme).

VA 3 – Attestation certifiant que la conformité des travaux avec l'autorisation n'a pas été contestée

VA 4 – Mise en demeure de déposer un permis modificatif ou de se mettre en conformité avec l'autorisation

VA 5 – Lettre d'information au pétitionnaire préalable au récolement

VA 6 – Décisions relatives aux autorisations de différer les travaux ou de vendre les lots ou la location des lots avant exécution de tout ou partie des travaux prescrits (pour les permis d'aménager)

VA 7 – Certificats d'urbanisme : lettre informant le pétitionnaire que son CU ne peut être instruit en cas de dossier non complet

VA 8 – Décisions relatives aux Déclarations Préalables relevant des articles L 422-2 a et b et R 422-2 a et b sauf avis divergents du Maire et le responsable du service de l'État chargé de l'instruction des autorisations d'urbanisme

VA 9 – Certificats pour non opposition à déclaration préalable et en cas de permis tacite.

V.A.10 Avis conforme (article L422-6 du code de l'urbanisme)

B/Documents d'urbanisme

V.B.1. Lettre de consultation des services de l'État associés dans le cadre des porter à connaissance et pour les avis nécessaires à l'élaboration ou à la révision des PLU, des SCOT ou des cartes communales

V.B.2. Arrêtés portant mise à jour des servitudes d'utilité publique dans les documents d'urbanisme, et courriers afférents adressés aux collectivités. (art L126-1, R123-13, R123-14 et R123-22 du code de l'urbanisme).

C / Droit de préemption dans les zones d'aménagement différé

V.C.1. Attestation précisant que le bien est situé ou non à l'intérieur du périmètre d'une zone d'aménagement différé

D / Archéologie préventive

VD.1. Tous actes, décisions et documents relatifs à l'assiette, à la liquidation, au recouvrement et réponses aux réclamations préalables en matière de redevance d'archéologie préventive dont les autorisations et déclarations préalables du code de l'urbanisme constituent le fait générateur.

VI - CHEMINS DE FER

VI.A.1 Suppression ou remplacement des barrières des passages à niveau

VI.A.2 Déclaration d'inutilité aux chemins de fer des immeubles valant moins de 80 €

VI.A.3 Autorisation d'installation de certains établissements

VI.A.4 Alignement des constructions sur les terrains riverains

VI.A.5 Classement des passages à niveau intéressant les chemins départementaux

VII - DISTRIBUTION D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE

Subdélégation de signature est donnée à :

Mme Thérèse DAZIN, chef de la mission valorisation et appui territoriaux -transition écologique pour la matière :

VII.A.1 Attestations préfectorales prévues au c) de l'article 1er de l'arrêté du 16 mars 2010 fixant les conditions d'achat de l'électricité produite par certaines installations utilisant l'énergie radiative du soleil telles que visées au 3° de l'article 2 du décret n° 2000-1196 du 6 décembre 2000.

VIII - ÉCONOMIE AGRICOLE

Subdélégation de signature est donnée à :

Mme Joëlle WENDLING, chef du service Économie Agricole et Développement Rural et M. Albert MILESI, adjoint au chef de Service Économie Agricole et Développement Rural pour tout le titre VIII

A / Modernisation des exploitations

VIII.A.1 Aides à l'installation aux jeunes agriculteurs

VIII.A.2 Prêts bonifiés aux investissements

VIII.A.3 Aides aux investissements de production

VIII.A.4 Aides du programme pour l'installation des jeunes en agriculture et le développement des initiatives locales (PIDIL)

B / Amélioration des structures agricoles

VIII.B.1 Contrôle des structures agricoles

VIII.B.2 Groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC)

VIII.B.3 Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole : agrément et financement

VIII.B.4 Préretraite des chefs d'exploitation agricole

VIII.B.5 Cumul temporaire d'activité agricole et de pension de retraite

VIII.B.6 Ré-insertion professionnelle

VIII.B.7 Aides transitoires favorisant l'adaptation de l'exploitation agricole

C / Maîtrise de la production

VIII.C.1 Aides communautaires – Règlement (CE) n° 73 /2009 du Conseil du 19 janvier 2009 et règlement (CE) n° 1120/2009 de la commission du 29 octobre 2009 et règlement (CE) n° 1121/2009 de la commission du 29 octobre 2009.

VIII.C.2 Conditionnalité : règlement (CE) n° 1122/2009 de la commission du 30 novembre 2009.

VIII.C.3 Répartition des références de production ou des droits à aides

VIII.C.4 Cessations d'activités laitières

VIII.C.5 Transfert de références laitières

VIII.C.6 Indemnité compensatoire de handicap naturel - Règlement (CE) 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds Européen agricole pour le développement rural (FEADER)

VIII.C.7 Notification du taux de réduction des aides compensatoires - Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil du 19 janvier 2009 et règlement (CE) n° 1120/2009 de la commission du 29 octobre 2009 et règlement (CE) n° 1121/2009 de la commission du 29 octobre 2009 et règlement n° 1122/2009 de la commission du 30 novembre 2009 et règlement CE n° 65/2011 de la commission du 27 janvier 2011.

VIII.C.8 Tous les actes, décisions et documents relatifs à la mise en œuvre des droits à paiement unique et de l'aide au revenu prévu par le règlement (CE) n°73/2009 du Conseil du 19 janvier 2009.

D / Autres aides

VIII.D.1. Calamités agricoles

VIII.D.2 Aides aux investissements pour l'amélioration des équipements (matériels, bâtiments, foncier) des exploitations agricoles

VIII.D.3 Octroi d'indemnité de tutorat et décision de validation de stage

VIII.D.4 Octroi conjoncturel d'aides individuelles directes au revenu ou à l'investissement

E / Publication des bans de vendange

VIII.E.1 Arrêté préfectoral fixant la date de début de la récolte par appellation.

IX - AGRI-ENVIRONNEMENT

Subdélégation de signature est donnée à

Mme Joëlle WENDLING, chef du service Economie Agricole et Développement Rural et M. Albert MILESI, adjoint au chef de Service Économie Agricole et Développement Rural pour le titre IX

IX.A.1 Mesures agri-environnementales

Règlement (CE) n° 1257/99 du 17 mars 1999 concernant le soutien au développement rural par le FEOGA

IX.A.2 Maîtrise des pollutions d'origine agricole, PVE, PMBE, PPE-

IX.A.3 Contrat d'agriculture durable (CAD)

- Décision sur le projet
- Décision de suspension des aides en cas de non-respect des engagements souscrits dans le contrat.
- Résiliation du CAD (Règlement CE 1257/99 du 17 mai 1999 et décret n°2003-675 du 22 juillet 2003)

IX A 4 - Mesures agro-environnementales (MAE)

- Critères d'éligibilité des demandeurs
- Décision sur la demande et l'évolution du contrat
- Décision de suspension des aides en cas de non-respect des engagements souscrits dans le contrat (sanctions)

X - FORÊTS, CHASSE, PÊCHE, POLICE DES EAUX ET PROTECTION DE LA NATURE

Subdélégation de signature est donnée à :

M. Luc FLEUREAU, chef du Service Environnement Risques pour le titre X

Mme Claire GOBLET, chef du Bureau Forêt Chasse Nature pour les matières X.A.1 à X.A.9, X.B.1 à X.B.15 et X.E.1 à X.E.6

M. Éric MALATRÉ, chef du Bureau Préservation des Milieux Aquatiques pour les matières X.C.1 à X.C.10, X.D.1 et X.D.3

M. Christophe SCHAUER, chef du Bureau Gestion de la Ressource en Eau pour les matières X.D.3 et X.D.5

A / Forêts

X.A.1 Autorisation de coupes :

- à défaut de gestion durable articles L.124-5 du code Forestier

- dans le cadre du régime d'autorisation administrative art L. 319-12 et R. 312-20 du code Forestier

X.A.2 Copies exécutoires des contrats de prêts du Fonds Forestier National (F.F.N) et actes de mainlevée de garantie hypothécaire afférents à ces contrats

X.A.3 Avenants aux contrats de prêts en numéraire du FFN

X.A.4 Résiliation, transfert à un nouveau bénéficiaire, modification du montant d'un prêt sous forme de travaux du FFN et décision modificative de la surface boisée objet de ce prêt

X.A.5 Dérogations :

Pour le logement des récoltes ou le stockage des pailles (articles R 131-2 du code forestier - articles 13,14 et 15 de l'arrêté préfectoral n°2012-1-1272 du 24 octobre 2012 relatif à la prévention des incendies)

X.A. 6 Décisions en matière d'investissement forestier (décrets n°2000-676 du 17 juillet 2000 et n°99-1060 modifié du 16 décembre 1999)

X.A.7 Décisions en matière de défrichement (articles L.214-13 et 214-14 ; L 341-1 à L 341-10 ; R 214-30 et R 214-31. R 341-1 à R 341-7 du code Forestier)

X.A.8 Décision en matière d'application du régime forestier (articles L 214-3, L 214-4 , R 214-1 à R 214-9 du code Forestier)

X.A.9 Décision en matière de regroupement de la propriété et de la gestion forestière.

Autorisation à un groupement forestier d'inclure parmi les immeubles qu'il possède, leurs accessoires ou dépendances inséparables destinés à la réalisation de son objet social ainsi que les terrains à vocation pastorale nécessaires pour cantonner la pratique du pâturage hors des parties boisées justifiant d'une mise en défens ou des terrains à boiser du groupement. (code Forestier Livre III – titre III – articles L.331-6 et R 331-2).

B / Chasse

X.B.1 Cote et paraphe des livrets journaliers des gardes nationaux de la chasse et de la faune sauvage.

X.B.2 Arrêtés relatifs à l'application du plan de chasse attribuant les plans de chasse pour le cerf, le cerf sika, le daim, le chevreuil et le sanglier. (articles R 425-1 à 425-13 du code de l'environnement)

X.B.3 Décisions d'agrément des piégeurs et de suspension de celui-ci (articles R 427-16 du code de l'environnement)

X.B.4 Décisions relatives de l'organisation de battues administratives et de chasses particulières (articles L 427-4 à L 427-7 du code de l'environnement et R 427-1 à 427-4 du code de l'environnement)

X.B.5 Décisions relatives à la destruction de sangliers au comportement ou à l'aspect anormal, par les lieutenants de louveterie (articles R 427-1 à 427-4 du code de l'environnement)

X.B.6 Autorisations spécifiques, refus et suspension d'utilisation des collets par des piégeurs (articles R 427-16 du code de l'environnement)

X.B.7 Décisions individuelles relatives à la destruction à tir des animaux nuisibles (articles R 427-20 du code de l'environnement)

X.B.8 Décisions relatives à la destruction des animaux nuisibles par utilisation d'oiseaux de chasse au vol (articles R 427-25 du code de l'environnement)

X.B.9 Décisions relatives à l'introduction et au prélèvement de gibier dans le milieu naturel (arrêté ministériel du 7 juillet 2006)

X.B.10 Décisions relatives à la recherche et à la poursuite du gibier à l'aide de sources lumineuses pour les comptages et captures à des fins scientifiques ou de repeuplement (articles 11 bis de l'arrêté ministériel du 1er août 1986 modifié)

X.B.11 Décision en matière de manifestations d'entraînements, concours ou épreuves de chiens de chasse Arrêté du 21 janvier 2005 modifié fixant certaines conditions de réalisation des entraînements, concours ou épreuves de chiens de chasse

X.B.12 Certificats de capacité pour l'élevage, la vente et le transit des espèces de gibier pour lesquelles la chasse est autorisée (articles R 413-25 à 413-27 du code de l'environnement)

X.B.13 Autorisation d'ouverture et retrait d'autorisation des établissements d'élevage, de vente et de transit des espèces de gibier pour lesquelles la chasse est autorisée (tous gibiers confondus) (articles L 413-1 à L 413-5 et R 413-28 à 413-51 du code de l'environnement)

X.B.14 Décisions relatives au prélèvement et à l'introduction de gibier dans le milieu naturel (articles L.424-8 et R. 424-11 du code de l'environnement)

X.B.15 Décisions relatives à la chasse au sanglier du 1^{er} juin au 14 août (décret n° 2002-190 du 13 février 2002)

X.B.16 Arrêtés relatifs à la suspension de l'exercice de la chasse en cas de calamité, incendie, inondation, gel prolongé, susceptible de provoquer ou de favoriser la destruction du gibier (article R 424-3 du code de l'environnement)

X.B.17 Arrêtés relatifs à l'ouverture et à la clôture de la chasse dans le département du Cher (articles L 424-2 et suivants et R 424-1 et suivants du code de l'environnement)

X.B.18 Arrêtés fixant la liste, les périodes et les modalités de destruction des animaux classés nuisibles dans le département du Cher (articles L 425-2, R 427-6, R 427-13 à 18 et R 427-25 du code de l'environnement)

C / Pêche et gestion des ressources piscicoles

X.C.1. Décisions relatives à la création de réserves temporaires de pêche d'une durée minimale d'une année et maximale de 5 ans en vue de la protection du poisson (articles R 436-73 et R 436-74 du code de l'environnement)

X.C.2 Décisions relatives au concours de pêche dans les cours d'eau de 1ère catégorie (article R 436-22 du code de l'environnement)

X.C.3 Décisions relatives à l'introduction de spécimens d'espèces de poissons non représentées (articles L 432-10 et R 432-6 à R 432-7 du code de l'environnement)

X.C.4 Décisions relatives à l'évacuation et au transport des poissons en cas d'abaissement artificiel du niveau des eaux (articles R 436-12 du code de l'environnement)

X.C.5 Accusé de réception des déclarations prévues à l'article L 431-8 du code de l'environnement ; délivrance ou refus de délivrance de certificat attestant la validité des droits prévus à l'article L 431-7 du code de l'environnement ; arrêté constatant le changement de titulaire d'une autorisation ou d'une concession administrative au sens de l'article L 431-7 (3°) du code de l'environnement et R 431-35 à R 431-37 du code de l'environnement

X.C.6 Décisions relatives à l'agrément de l'élection du président et du trésorier des associations agréées de pêche et de pisciculture (articles R 434-26 du code de l'environnement)

X.C.7 Décisions exceptionnelles relatives à la capture et au transport du poisson (articles L 436-9 du code de l'environnement)

X.C.8 Décisions relatives à la capture du poisson à des fins scientifiques et de transport de celui-ci (articles L 436-9 du code de l'environnement)

X.C.9 Décisions relatives à la pêche de carpe à toute heure (articles R 436-14 du code de l'environnement)

X.C.10 Décisions relatives aux conditions d'exercice du droit de pêche (articles R 436-8 du code de l'environnement)

X.C.11 Proposition de transaction pénale en matière de police de la pêche (articles R 437.14 et R 437.7 du code de l'environnement)

D / Police de l'eau

X.D.1 Instauration de la servitude de libre passage sur les berges des cours d'eau non domaniaux (décrets n° 59-96 du 7 janvier 1959 et 60-419 du 25 avril 1960)

X.D.2 Arrêtés temporaires réglementant l'usage de l'eau (article L.211-3 du code de l'environnement et décret n°92-1041 du 24 septembre 1992)

X.D.3 Récépissés d'installations soumises à déclaration et arrêtés de prescription correspondants (articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement)

X.D.4 Proposition de transaction pénale en matière de police de l'eau (articles R 216-15 à R 216-17 du code de l'environnement)

X.D.5 Arrêtés portant agrément des personnes effectuant les vidanges, le transport et l'élimination des matières extraites des systèmes d'assainissement non collectifs

X.D.6 Arrêtés de mise en demeure au titre des articles L 162-14 et R 162-2 du code de l'environnement.

E / Protection de la nature

X.E.1 Décisions relatives à la détention, au transport et à l'utilisation d'oiseaux pour la chasse au vol
Arrêté interministériel du 10 août 2004 fixant les conditions d'autorisation de détention d'animaux de certaines espèces non domestiques dans les établissements d'élevage, de vente, de location, de transit ou de

présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques et arrêté interministériel du 10 août 2004 fixant les règles générales de fonctionnement des installations d'élevage d'agrément d'animaux d'espèces non domestiques

X.E.2 Décisions relatives à la destruction du grand cormoran (*Phalacrocorax carbo sinensis*) - articles L. 411-1, L. 411-2, et R. 411-1 à R. 411-14 du code de l'environnement)

X.E.3 Décisions relatives à l'arrachage de bulbes (articles L.412-1 et R.412-1 à 412-4 du code de l'environnement)

X.E.4 Décisions en matière de Contrats Natura 2000 (articles L. 414-3 et R.414-13 à R.414-17 du code de l'environnement)

X.E.5 Autorisations exceptionnelles de prélèvement, capture, transport, utilisation de végétaux ou d'animaux d'espèces protégées, à des fins scientifiques ou autres, et autorisation de naturalisation ou d'exposition d'animaux naturalisés appartenant à des espèces protégées. articles L.411-2 et R.411-6 à R.411-16 du code de l'environnement, arrêté du 22 décembre 1999 fixant les conditions de demande et d'instruction des autorisations exceptionnelles (d'opérations) portant sur des spécimens d'espèces protégées

X.E.6 Décisions relatives à la destruction de la bernache du Canada (*Branta Canadensis*) - article L 411-3 du code de l'Environnement.

XI- AMÉNAGEMENT FONCIER

Subdélégation de signature est donnée à :

Mme Thérèse DAZIN, chef de la mission valorisation et appui territoriaux-transition écologique pour le titre XIA

A / Commission départementale d'aménagement foncier État (CDAF)

XI.A.1 Demande de désignation, élection, avis pour la désignation ou le renouvellement des membres de la CDAF (articles L 121-8, L 121-9 et R 121-7 du code rural)

B / Procédures de remembrement / réorganisation foncière

XI.B.1 Réorganisation foncière

- Demande auprès du juge du tribunal d'instance de désignation d'une personne chargée de représenter un propriétaire ou des indivisaires – articles R 122-2 § 1 du code rural
- Notification de l'ordonnance de désignation de ce mandataire – articles R 122-2 § 2 du code rural

XI.B.2 Institution des associations foncières

- Demande de désignation/avis pour la désignation des membres du bureau des associations foncières d'aménagement foncier agricole ou forestier – articles R 133-3 du code rural

XII - PUBLICITÉ

Subdélégation de signature est donnée à :

M. Yann GOALABRE, chef du service Connaissance, Aménagement et Planification et Mme Sylvie MARQUET, adjointe au chef du service Connaissance Aménagement Planification pour le titre XII.

Mme Marie-José GONÇALVÈS, responsable de la division Nord et Mme Corinne MALAVIELLE, responsable de la division Sud, pour les matières XII.A1 à XII.A4, XII.A7, XII.A12 et XII.B1

A / Pour les communes ne disposant pas d'un règlement local de publicité (RLP) :

XII.A1 – tout courrier simple rappelant la réglementation.

- **Déclaration préalable :**

XII.A2 – avis de réception, courriers relatifs à l'instruction

- **Autorisation :**

XII.A3 - avis de réception, courriers relatifs à l'instruction, consultation,

XII.A4 – courriers de transmission de la décision au maire

XII.A5 – décision, notification

- Sanction administrative :

XII.A6 – courriers, décisions, arrêtés liés à l'amende préfectorale

- **Mesures de police :**

XII.A7 – lettre contradictoire

XII.A8 – arrêté de mise en demeure, courrier de notification

XII.A9 – courriers d'information au maire

XII.A10 – transmission au procureur

XII.A11 – tout courrier concernant l'exécution d'office

XII.A12 – tout courrier concernant l'astreinte administrative

B / Pour les communes disposant d'un règlement local de publicité (RLP) :

XII.B1 – lettre de constat de carence du maire

XIII - ACCESSIBILITE ET ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (ERP)

Subdélégation de signature est donnée à :

M. Vincent CLIGNIEZ, chef du service habitat bâtiment construction, M. Antoine MARCHAND, adjoint au chef du service habitat bâtiment construction pour le titre XIII

M. Thierry KANNENGIESER, chef du Bureau Construction Accessibilité et Mme Marie-Christine BREGNON, adjointe au chef du bureau construction accessibilité, pour les matières XIII A1 à A4

XIII.A.1 Convocation aux réunions de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'accessibilité, sous-commission accessibilité

XIII.A.2 Transmission des documents administratifs

XIII.A.3 Approbation des procès-verbaux sur études des dossiers

XIII.A.4 Approbation des procès-verbaux suite aux visites de réception

XIII.A.5 Dérogations aux règles d'accessibilité : accusés de réception, notifications de dossiers incomplets et de délais, décisions

XIII.A.6 Autorisation de travaux relatifs aux ERP : accusés de réception, notifications de dossiers incomplets et de délais, décisions

XIII.A.7 Agendas d'accessibilité programmée : accusés de réception, notifications de dossiers incomplets et de délais, décisions, prorogations des délais de dépôt et d'exécution,

XIV - DOSSIERS DE SUBVENTION POUR LES PROJETS D'INVESTISSEMENTS

concernant les programmes :

■ *Paysages, eau et biodiversité (PEB)*

■ *Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat (UTAH),*

Subdélégation de signature est donnée à :

MM. Luc FLEUREAU et Yann GOALABRE pour les dossiers relevant du programme PEB,

MM. Vincent CLIGNIEZ et Antoine MARCHAND pour les dossiers relevant des programmes UTAH et PEB

XIV.A - Pièces et instruction des dossiers de subventions d'État :

- Accusé de réception
- Demande de pièces complémentaires
- Autorisation de commencer l'exécution du projet
- Déclaration du caractère complet d'un dossier de demande de subvention après accusé de réception
- Déclaration du caractère complet d'un dossier de demande de subvention sans accusé de réception
- Décision de surseoir au rejet implicite
- Notification de la décision attribuant les subventions
- Décision de prorogation du délai de commencement d'exécution du projet
- Absence d'information concernant le commencement d'exécution d'un projet
- Rappel de la date limite de réalisation d'un projet
- Décision de prorogation du délai d'exécution d'un projet

XIV.B - Pour les projets relevant du programme Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat (UTAH)

XIV.B.1 Décisions attributives de subventions relatives aux aides à la pierre :

- prime à l'amélioration des logements à usages locatif (PALULOS)
- prêt locatif à usage social (PLUS)
- prêt locatif aidé d'intégration (PLAI)

XIV.B.2 décisions d'agrément concernant :

- prêt social de location accession (PSLA)
- prêt locatif social (PLS)
- prêt locatif intermédiaire (PLI)

XV - STOCKAGE DE DÉCHETS INERTES :

Subdélégation de signature est donnée à :

M. Vincent CLIGNIEZ, M. Antoine MARCHAND et M. Thierry KANNENGIESER

-Instruction de demandes d'autorisation d'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes (Arrêté du 28 octobre 2010)

-Demande de pièces complémentaires (article R. 541-68 du code de l'environnement)

-Notification du délai d'instruction (article R. 541-68 du code de l'environnement)

-Information des maires de l'obligation d'affichage (article R. 541-67 du code de l'environnement)

XVI - DÉVELOPPEMENT RURAL

Subdélégation de signature est donnée à :

Mme Joëlle WENDLING, Chef du Service Économie Agricole et Développement Rural

M. Luc FLEUREAU, Chef du Service Environnement Risques

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Joëlle WENDLING, subdélégation est donnée à M. Albert MILESI, adjoint au chef du service économie agricole et développement durable, à l'effet de signer :

les actes, décisions, conventions et documents relatifs à la mise en œuvre des aides FEADER dans le cadre du programme de développement rural hexagonal et les actes, décisions, conventions et documents relatifs au Programme de développement Rural Régional, programmation 2014-2020.

XVII - POLICE DE LA NAVIGATION INTÉRIEURE

Subdélégation de signature est donnée à :
M. Luc FLEUREAU, chef du Service Environnement Risques

- Délivrance des arrêtés de police de la navigation intérieure sur les fleuves, rivières, canaux, lacs retenues et étangs d'eau douce, ainsi que leurs dépendances, régie par le décret n° 73-912 du 21 septembre 1973 modifié
- Délivrance des arrêtés de police de la navigation dans le cadre de la navigation de plaisance, des activités sportives et touristiques sur les eaux intérieures ainsi que sur le plan d'eau du Val d'Auron

XVIII - ENQUÊTES PUBLIQUES

- Arrêtés d'ouverture d'enquête.
- Avis d'enquête

XIX - AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE

Subdélégation de signature est donnée à :

- M. Yann GOALABRE, Chef du Service Connaissance Aménagement et Planification et Mme Sylvie MARQUET, adjointe au chef du service Connaissance Aménagement Planification pour l'ensemble du titre XIX
- M. Vincent CLIGNIEZ, Chef du Service Habitat Bâtiment construction et Mme Christine BOTELLA, chef du bureau animation droit des sols et fiscalité
- Mme Thérèse DAZIN, Chef de la mission Valorisation et Appui Territoriaux-Transition Écologique
- M. Luc FLEUREAU, Chef du Service Environnement Risque
- Mme Joëlle WENDLING, Chef du Service Économie Agricole et Développement Rural
- Mme Marie-José GONÇALVÈS, responsable de la division Nord,
- Mme Corinne MALAVIELLE, responsable de la division Sud

pour les matières énoncées au titre XIX A et B,

Mme Dominique JOUANNE, chef de la mission éducation et sécurité routière pour le titre XIX C

XIX A : saisie de l'autorité environnementale

XIX B : notification de l'avis de l'autorité environnementale au pétitionnaire

XIX C : contribution des services pour la rédaction de l'avis de l'autorité environnementale.

XX - DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Délégation de signature est donnée à M. Yann GOALABRE et Mme Sylvie MARQUET, adjointe au chef du service Connaissance Aménagement Planification pour les matières suivantes :

XX A : avis de recensement des entreprises pour les besoins de la défense et les opérations de sécurité civile

XX B : avis de radiation des entreprises recensées pour les besoins de la défense et les opérations de sécurité civile.

XXI - CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

- Mémoire produit dans le cadre de la procédure contentieuse déposé devant la juridiction administrative.

ARTICLE 3 -Subdélégation de signature est donnée, en cas d'absence ou d'empêchement des chefs de division territoriale, aux adjoints au responsable de division et aux chargés de mission assistance et conseil au territoire - adjoint au responsable de division, dont les noms suivent :

- MM. Alain BRINGOLET, Francis FOURNIER, Rodolphe LAPIS, Thierry GUENIOT et Patrick PINARD, division Nord
- MM. Jean-Claude BUDAJ, Christian HERAULT et Claude LETAGNEAUX , division Sud

pour les matières et actes limitativement visés ci-après :

Titre II – Routes et Circulation routière – A1, A2, A3

Titre V – Urbanisme V A1à 9 sauf VA 6

Titre XIX – Autorité environnementale – A et B

ARTICLE 4 - En cas d'absence ou d'empêchement du responsable de division et des chargés de mission assistance et conseil au territoire - adjoint au responsable de division, subdélégation de signature est donnée aux Chefs de Pôle Application du Droit des Sols, dont les noms suivent :

M. François TISSERAND, Chef du Pôle ADS Division Sud

pour signer les matières au titre V Urbanisme :V VA 1à 9 sauf VA6

ARTICLE 5 : Subdélégation est donnée aux adjoints des responsables de services, aux responsables de bureau et de division territoriale dont les noms suivent :

David BIRLING, Christine BOTELLA, Eva BOURILLON, Patrick CHAMBRIER, Pascal CHENU, Valérie DECHELLE, Delphine de SARTIGES, Claire GOBLET, Marie-José GONÇALVÈS, Jean-Yves IMBERT, Thierry KANNENGIESER, Emmanuel LE CLOITRE, Serge LEFEBVRE, Olivier LEMAITRE , Nicolas LOUBET, Éric MALATRÉ, Corinne MALAVIELLE, Antoine MARCHAND, Sylvie MARQUET, Albert MILESI, Dominique OUDOT, Denise PECHARD, Vincent PUVIS, Murielle ROUSSEAU, Béatrice SAISON, Christophe SCHAUER, et Christophe VIN-DATICHE

Ainsi qu'aux responsables de bureau par intérim : Patrice BAILLY, Sébastien JOUVE et Gérard RACLIN

à l'effet de signer les congés annuels et autorisations d'absence pour les agents placés sous leur autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement des responsables de division territoriale, la subdélégation est donnée

- aux adjoints au responsable de division : Thierry GUENIOT et Patrick PINARD,

- aux chargés de mission assistance et conseil au territoire - adjoint au responsable de division : Alain BRINGOLET, Francis FOURNIER, Rodolphe LAPIS, Jean-Claude BUDAJ, Christian HERAULT et Claude LETAGNEAUX et

- au chef de pôle ADS : François TISSERAND.

ARTICLE 6 : Subdélégation est donnée aux cadres dont les noms suivent :

Vincent CLIGNIEZ, Thérèse DAZIN, Luc FLEUREAU, Yann GOALABRE, Dominique JOUANNE, Joëlle WENDLING, Marie-José GONÇALVÈS, Corinne MALAVIELLE, et Béatrice SAISON.

à l'effet de signer, lorsqu'ils sont d'astreinte de direction, tous les actes relevant des domaines de compétence

de la direction départementale des territoires.

ARTICLE 7 : Le directeur départemental des territoires est chargé, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Cher.

Bourges, le 1^{er} octobre 2015

Pour la Préfète du Cher
Le directeur départemental des territoires

Signé

Benoît DUFUMIER

DIRECCTE - UT18

18-2015-10-02-006

Décision relative à l'organisation de l'inspection du travail
dans le CHER signée

*Décision relative à l'organisation de l'inspection du travail dans le département du CHER et ses
deux annexes*



MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, de la FORMATION
PROFESSIONNELLE ET DU DIALOGUE SOCIAL

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence,
de la consommation,
du travail et de l'emploi

DIRECCTE Centre

Unité Territoriale du Cher

Secrétariat de direction

Téléphone : 02.48.27.10.04
Télécopie : 02.48.65.04.37

**DECISION relative à l'organisation
de l'Inspection du Travail dans le Département du CHER**

Le Directeur de l'Unité Territoriale du CHER de la DIRECCTE CENTRE,

VU le code du travail et notamment les articles R 8122-1 et suivants,

VU le décret N° 97-364 du 18 avril 1997 modifié portant statut particulier du corps des contrôleurs du travail,

VU le décret N° 2003-770 du 20 août 2003 portant statut particulier du corps de l'inspection du travail,

VU le décret n° 2014-359 du 20 mars 2014 relatif à l'organisation du système d'inspection du travail,

VU l'arrêté du 26 mai 2014 portant création et répartition des unités de contrôles de l'inspection du travail,

VU l'arrêté du 10 septembre 2014, modifié le 29 septembre 2015, du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi du Centre, portant localisation et délimitation des unités de contrôle et des sections d'inspection au sein de ces unités de contrôles ainsi que leurs champs d'intervention sectoriels et thématiques,

VU la décision du 10 septembre 2014, modifiée le 29 juin 2015, du directeur régional, relative à l'affectation du responsable de l'unité de contrôle et des agents de contrôle,

VU la décision du 30 juin 2015, du directeur de l'Unité territoriale du Cher de la DIRECCTE Centre relative à l'organisation de l'inspection du travail dans le département du Cher,

DECIDE

ARTICLE 1 : A compter du 12 octobre.2015, les agents de contrôle (inspecteurs du travail et contrôleurs du travail) en charge des dix sections d'inspection du travail du CHER sont :

Section 1 : Martine DEGAY, inspectrice du travail
Section 2 : Jimmy BEAUJOIN, inspecteur du travail
Section 3 : Jany TREMEAU, contrôleur du travail
Section 4 : Patricia FINOUX, contrôleur du travail
Section 5 : Sabrina KEMPF, inspectrice du travail
Section 6 : Christophe CHEVALIER, contrôleur du travail
Section 7 : Pascal CHARLIER, inspecteur du travail
Section 8 : Emmanuelle CHRISTOPHE, inspectrice du travail
Section 9 : François BUZON, inspecteur du travail
Section 10 : Marie-Luce HAMMACHA, contrôleur du travail

ARTICLE 2 : Lorsque le titulaire d'une section d'inspection est un contrôleur du travail, le tableau joint en annexe N° 1 désigne l'inspecteur du travail en charge des décisions relevant de la compétence exclusive d'un inspecteur du travail.

ARTICLE 3 : Les intérim des dix sections sont régentés par le tableau joint en annexe N°2.

ARTICLE 4 :

La décision du Directeur de l'Unité Territoriale en date du 30 juin 2015 est abrogée.

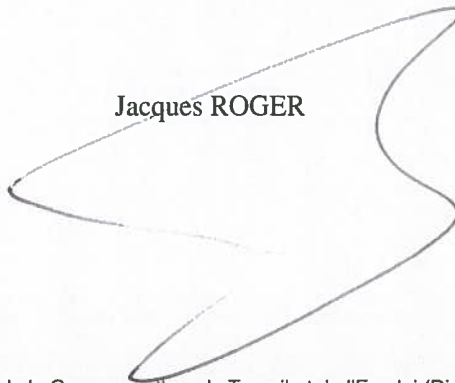
ARTICLE 5 :

La présente décision est publiée au recueil des actes administratifs du département du CHER.

Bourges, le 2 octobre 2015

P/le Directeur de la DIRECCTE,
Par délégation,
Le Directeur de l'Unité Territoriale du Cher

Jacques ROGER



ANNEXE N° 1

Section	Agent nommé et grade	agent en charge des décisions relevant de la compétence exclusive d'un Inspecteur du travail (article 2)				
		Inspecteur en charge	1er intérimaire	2ème intérimaire	3ème intérimaire	4ème intérimaire
1						
2						
3	Jany Trémeau	Martine Degay	Emmanuelle Christophe	Pascal Charlier	Jimmy Beaujoin	Sabrina Kempf
4	Patricia Finoux	Emmanuelle Christophe	François Buzon	Sabrina KEMPF	Pascal Charlier	Jimmy Beaujoin
5						
6	Christophe Chevalier	Martine Degay	Jimmy Beaujoin	François Buzon	Emmanuelle Christophe	Pascal Charlier
7						
8						
9						
10	Marie-Luce Hammacha	Pascal Charlier	Martine Degay	François Buzon	Sabrina Kempf	Emmanuelle Christophe

ANNEXE N° 2

Section	Agent nommé et grade (article 1)		intérim de l'agent nommé (article 3)			
			1er intérimaire	2ème intérimaire	3ème intérimaire	4ème intérimaire
1	Martine Degay	IT	Jimmy Beaujoin	François Buzon	Emmanuelle Christophe	Pascal Charlier
2	Jimmy Beaujoin	IT	Martine Degay	Emmanuelle Christophe	Pascal Charlier	Sabrina Kempf
3	Jany Trémeau	CT	Patricia Finoux	Marie-Luce Hammacha	Christophe Chevalier	
4	Patricia Finoux	CT	Jany Trémeau	Christophe Chevalier	Marie-Luce Hammacha	
5	Sabrina Kempf	IT	Pascal Charlier	Jimmy Beaujoin	François Buzon	Martine Degay
6	Christophe Chevalier	CT	Marie-Luce Hammacha	Patricia Finoux	Jany Trémeau	
7	Pascal Charlier	IT	Sabrina Kempf (sauf la SNCF)	Emmanuelle Christophe	Jimmy Beaujoin	François Buzon
8	Emmanuelle Christophe	IT	François Buzon	Sabrina Kempf	Martine Degay	Jimmy Beaujoin
9	François Buzon	IT	Emmanuelle Christophe	Pascal Charlier	Sabrina Kempf	Martine Degay
10	Marie-Luce Hammacha	CT	Christophe Chevalier	Jany Trémeau	Patricia Finoux	

NB :

- 1 - Concernant la section 5, la titulaire Mime KEMPF ne contrôle pas l'entreprise COOP ATLANTIQUE (enseigne HYPER U) - sise 1, Avenue du 19 mars 1962 à Vierzon. Le contrôle de cette entreprise est confiée aux agents assurant son intérim.
- 2 - le contrôle des deux entreprises suivantes est confiée à Mme CHRISTOPHE, Inspectrice du travail : ASB Aérospatiales Batteries - route de Trouy à BOURGES et MBDA - Etablissement route d'Issoudun Rond Point Marcel HENRIOT à BOURGES.
- 3 - Le contrôle des entreprises du département qui sont certifiées amiante (sous-section 3) est confié à Mr BUZON, inspecteur du travail et référent amiante.

EHPAD Les Résidences de Bellevue

18-2015-10-05-001

**AVIS DE CONCOURS SUR TITRE CADRE DE SANTE
PAR DECRET N2012-1466 DU 26 DECEMBRE 2012
PORTANT STATUT PARTICULIER DU CORPS DES
CADRES DE SANTE PARAMEDICAUX DE LA FPH**

**AVIS D'OUVERTURE D'UN CONCOURS EXTERNE SUR TITRES
POUR L'ACCES AU GRADE
DE CADRE DE SANTE**

Références :

- Arrêté du 25 Juin 2013 fixant la composition du jury et les modalités d'organisation des concours interne sur titres et externe sur titres permettant l'accès au corps des cadres de santé paramédicaux de la fonction publique hospitalière.
- Décret n°2012-1466 du 26 décembre 2012 portant statut particulier du corps des cadres de santé paramédicaux de la fonction publique hospitalière.

Un concours sur titres de cadre de santé est ouvert en vue de pourvoir 1 poste

Les demandes d'admission à concourir doivent parvenir dans un délai de deux mois à compter de la date de publication de cet avis au recueil des actes administratifs soit du 05/10/2015 au 05/12/2015 à :

*Monsieur le Directeur des Résidences de Bellevue - EHPAD
1, rue du Président Maulmont
18021 BOURGES CEDEX*

A l'appui de leur demande d'admission au concours sur titres, les candidats doivent joindre les pièces suivantes :

- 1° Une demande d'admission à concourir établie sur papier libre dans laquelle le candidat indique, dans le cas de concours ouvert pour pourvoir des postes dans plusieurs établissements, l'ordre de sa préférence quant à son affectation éventuelle ;
- 2° Un curriculum vitae détaillé établi sur papier libre
- 3° Un état signalétique des services publics rempli et signé par l'autorité investie du pouvoir de nomination ;
- 4° Le diplôme de cadre de santé, titres de formation, certifications et équivalence dont il est titulaire ou une copie conforme à ces documents.